



Vendredi 2 Octobre 2009

## France

# A l'UMP, Grand Paris et grosses divergences

## Majorité. Christian Blanc n'est pas le seul à critiquer la gestion de la région capitale par Matignon.

Le coup de sang du secrétaire d'Etat Christian Blanc contre son Premier ministre François Fillon a mis en évidence les sérieuses divergences qui traversent la majorité sur la question du Grand Paris.

Alors qu'il s'apprête à présenter au Conseil des ministres du 7 octobre son projet de loi portant création d'une Société du Grand Paris, Christian Blanc a estimé, dans un courrier comminatoire rendu public par l'AFP, que les arbitrages de Matignon «portent atteinte à l'économie générale» du projet sur lequel il travaille «depuis dix-huit mois». La future Société du Grand Paris devra piloter le pharaonique chantier de rocade à travers la petite couronne. Coût estimé : plus de 20 milliards d'euros.

Dans cette passe d'armes, il se trouve quelques élus pour défendre le secrétaire d'Etat à la Région capitale. Pas Valérie Pécresse, candidate UMP à la présidence de la région Ile-de-France, qui s'est empressée de saluer un arbitrage en faveur des élus locaux. Ni les nombreux maires de toutes tendances qui s'étaient inquiétés des «dérives jacobines»

d'un projet qui leur confisque une bonne partie de leurs pouvoirs d'urbanisme.

A l'inverse, le député (UMP) de Seine-et-Marne Yves Jégo se déclarait solidaire de Christian Blanc. «Si ce n'est pas l'Etat qui pilote, le Grand Paris est fichu. Les égoïsmes et les antagonismes politiques vont tout bloquer.» Très remonté contre François Fillon depuis son éviction du gouvernement le 23 juin, Yves Jégo estime que si le secrétaire d'Etat «en est arrivé à écrire cette lettre pour se faire entendre, c'est qu'il avait des raisons». Selon Blanc, Matignon est hélas devenu le lieu où «ce qui est arbitré politiquement est démonté administrativement».

Selon un ministre, le courrier de Christian Blanc signe l'affaiblissement de Matignon : «Qu'un secrétaire d'Etat se permette d'écrire sur ce ton, cela montre que le chef du gouvernement n'est plus respecté.» Mais, hier, un autre ministre estimait au contraire que la lettre n'avait au fond rien d'extraordinaire : «On est dans le jeu de rôle assez classique, avec un ministre qui défend l'esprit de sa

*réforme face à un Premier ministre qui s'efforce de la rendre consensuelle. Le seul problème, c'est que cette lettre n'aurait jamais dû être rendue publique.»*

Pour le sénateur (UMP) de Seine-Saint-Denis Philippe Dallier, le couac gouvernemental démontre que Nicolas Sarkozy a eu tort de faire l'impasse sur la gouvernance du Grand Paris. Au printemps 2008, Philippe Dallier avait préconisé dans un rapport la fusion de Paris et des trois départements de la petite couronne en une collectivité territoriale unique. Ce projet très contesté par les élus locaux avait été écarté par le chef de l'Etat. Au nom de l'efficacité, il choisissait de laisser de côté la question de la gouvernance de l'agglomération afin d'engager sans tarder l'immense chantier du Grand Paris. En mars 2008, la nomination de Blanc devait mettre un terme à la paralysie d'une agglomération où, selon Sarkozy, «personne ne sait qui décide»...

**Alain Auffray**